

**TAYEB LOUH ET LES CAS KHELIL ET BOUCHOUAREB :**

# «Je m'interdis de commenter le travail de la justice»

**C'est au nom de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la justice, un des socles de l'Etat de droit, une des revendications chères à l'opposition, que le ministre de la Justice et garde des Sceaux défend les cas Chakib Khelil et Abdesslem Bouchouareb.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Et Tayeb Louh, qui était interpellé, avant-hier mardi et hier mercredi à l'APN à l'occasion de la présentation et de l'examen du projet de loi complétant l'ordonnance n°156-66 portant code pénal, a pris le minutieux soin de ne pas citer l'ex-ministre de l'Energie et des Mines et le ministre de l'Industrie et des Mines en poste, invitant son auditoire, députés et journalistes, à «élever le niveau» et à «l'accompagner» dans l'approfondissement des réformes de la justice allant dans le sens de la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice.

«Il y a des principes constitutionnels qui figuraient déjà dans l'ancienne Constitution que la nouvelle Constitution a davan-

ge consacrés. Des principes qui interdisent toute immixtion de l'exécutif dans la justice et consolident la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, notamment celle du juge et donc l'Etat de droit», soutenait-il au sortir de cette séance parlementaire. Et d'affirmer qu'il «s'interdisait», de ce fait, de «commenter le travail de la justice» dans le cas Chakib Khelil, sans citer ce dernier, comme pour répliquer au directeur de cabinet du président de la République qui, le 1<sup>er</sup> avril dernier, s'est évertué à commenter longuement le dossier, lui qui, quelques jours auparavant, s'est interdit toute déclaration, affirmant «n'avoir rien à dire».

En effet, intervenant sur une de ces chaînes de télévision «off-



La colère s'est exprimée au sein de l'APN.

shores», et tout en «blanchissant l'ex-ministre de l'Energie et des Mines, Ahmed Ouyahia avait soutenu que l'ancien procureur d'Alger qui avait lancé en août 2013 le fameux mandat d'arrêt international contre Khelil, avait agi sur ordre sans citer l'ordonna-

teur, laissant seulement comprendre qu'ils émanaient du ministère de la Justice.

Une attitude qu'il avait, auparavant adoptée face aux parlementaires, ceux, bien entendu, qui l'avaient interpellé sur le retour de l'ancien ministre de

l'Energie et sur le cas du ministre de l'Industrie et des Mines cité dans le fameux scandale d'évasion fiscale des Panama Papers.

Invitant ces députés à «élever» le niveau et à respecter «la présomption d'innocence», le ministre de la Justice et garde des Sceaux les a exhortés à «laisser la justice faire son travail selon la Constitution et sans ingérence», au nom, toujours, de la séparation entre les pouvoirs pour lesquels «nous nous battons depuis des années».

Et comme pour donner «l'exemple», et parce que, selon lui, la justice est «libre» et «indépendante», Louh invitera également les députés à ne plus «l'interpeller sur des affaires judiciaires qui les concernent», pour, arguera-t-il, ne pas s'immiscer dans les affaires de justice», rappelant que «le juge est indépendant. Il n'est pas sous la tutelle du ministère».

M. K.

## Le pouvoir peut-il maintenir le cap ?

**Les événements qui se bousculent ont asséné au pouvoir des coups durs qui ont davantage fragilisé sa position. Détient-il encore les moyens de rebondir et de poursuivre sa route ?**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -** Le moins que l'on puisse dire est que le malaise est grand. Très grand. Et ce sentiment s'est accentué depuis la publication de la photo du président de la République sur le compte personnel de Manuel Valls.

Le Premier ministre français savait que la mise en ligne de cette image reflétant le véritable état de Bouteflika allait générer ce genre de situation. Cela n'a pas raté.

Depuis, la santé du premier responsable du pays, ses capacités à gérer les affaires en cours, l'image qu'ont de nous les étrangers, et surtout l'avenir de l'Algérie, occupent l'opinion publique.

Consciemment, la presse française revancharde a enfoncé le clou en mettant à jour une vidéo de l'entretien qui s'est déroulé entre Valls et Bouteflika. Ce dernier se trouve malheureusement dans l'incapacité totale d'articuler. Impossible de se voiler la face désormais ou de placer des œillères en se disant que la maladie du Président est connue de tous.

Les commentaires qui circulent sur les réseaux sociaux reflètent d'ailleurs largement l'état d'esprit qui règne chez les Algériens. L'événement a généré une sorte de compassion mêlée à de la révolte et l'indignation de devoir subir cet affront. Hier, certains quotidiens sont même allés

jusqu'à interpellier la famille Bouteflika, l'appelant à un sursaut de dignité qui épargnerait à un grand frère malade de subir l'humiliation.

L'affaire est mal vécue. Le fait est qu'elle survient à un moment où rien ne va plus dans le pays. Le retour organisé de l'ancien ministre de l'Energie a révolté, révolté une société que l'on tentait de bercer au doux son de nouvelles mesures de justice introduites par la dernière Constitution.

La colère s'est exprimée au sein de l'Assemblée populaire nationale (APN). Des députés ont dit tout haut ce que les Algériens pensent. Une zaouia de Labyod Sidi Cheikh a refusé de recevoir Chakib Khelil sous la pression des habitants de cette localité. Interrogé par des journalistes d'*El Watan*, un de ces responsables basé à Tizi-Ouzou a même été jusqu'à déclarer : «Nous ne sommes pas des chakibistes, mais des rahmanites (...) le recevoir dans une zaouia avec la bénédiction du ministère des Affaires religieuses est inadmissible.»

De hauts responsables politiques algériens connus pour être les porte-voix officieux des dirigeants, Ammar Saadani en l'occurrence, ont pourtant tenté de faire admettre aux Algériens que Chakib Khelil était victime d'un complot. Mais la pilule est mal passée.

A son tour, Ouyahia qui s'était jusque-là abstenu de s'aventurer sur ce terrain mouvant a tenté alors de l'absoudre, le présentant lui aussi comme la victime d'une guerre de clans. Les deux hommes laissent entendre clairement que l'ex-ministre est pressenti à un haut poste de responsabilité.



Par malchance pour Chakib Khelil, l'affaire des Panama Papers arrive à ce moment. Dans une édition consacrée au scandale impliquant de nombreuses personnalités du monde dans de sombres affaires de corruption, de proches collaborateurs de l'ancien ministre algérien de l'Energie sont cités avec force détails.

L'opinion est choquée. Un autre ministre en poste, l'actuel ministre de l'Industrie et des Mines, est lui aussi mis en cause. Les révélations s'enchaînent et font admettre à l'ancien président du Conseil constitutionnel avoir introduit auprès des autorités algériennes un homme d'affaires français douteux, Pierre Falcone, accusé d'être derrière le dossier de corruption de l'autoroute Est-Ouest. Alger réagit uniquement pour dénoncer la publication de la photo de Bouteflika à la Une du journal *Le Monde*.

Tout est figé. Même les partis majoritaires, FLN-RND, censés constituer une muraille autour du programme présidentiel s'entre-déchirent dans une guerre sourde. Le parti d'Ahmed Ouyahia est

proche de l'implosion. L'embrouillamini est total. La situation est telle qu'elle laisse peu de latitude à la prise de décisions importantes. Le remaniement ministériel maintes fois annoncé est sans cesse reporté. Sans raison.

L'opacité politique rend caduque toute lecture mais reflète la difficulté qu'éprouve le pouvoir à s'engager dans chaque pas dans une conjoncture aggravée par une crise économique aux conséquences incertaines et tension extrême aux frontières.

Difficile pour l'instant d'imaginer l'évolution des événements. Il faudra au pouvoir un trésor d'imagination pour se sortir de cette impasse et trouver les moyens de rebondir pour garder le cap encore un moment.

Chaque jour qui passe est une gageure en la matière et il en faudra sans doute beaucoup pour gagner du temps jusqu'à l'arrivée du Ramadhan et des congés d'été qui offrent généralement un répit au monde politique à travers le monde...

A. C.

### SITUATION SÉCURITAIRE

## Destruction de 5 abris pour terroristes à Tizi Ouzou, Tipasa et Jijel

5 abris pour terroristes ont été découverts et détruits mardi par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à Tizi Ouzou, Tipasa et Jijel, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont découvert et détruit, le 12 avril 2016, 5 abris pour terroristes à Tizi Ouzou, Tipasa (1<sup>re</sup> Région militaire) et Jijel (5<sup>e</sup> Région militaire)», précise-t-on de même source. D'autre part et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments des Gardes-côtes ont saisi à Jijel (5<sup>e</sup> Région militaire), une quantité de «35,7 kg de cocaïne», a ajouté le MDN. Par ailleurs, 117 immigrants clandestins et 11 contrebandiers ont été appréhendés, tandis que quatre véhicules tout-terrain et 6 200 litres de carburant ont été saisis par des détachements conjoints à Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar (6<sup>e</sup> Région militaire), selon le communiqué.

APS